

## Lettre d'Europe - «Gazeta Wyborcza»

### C'est l'Europe qui finance la Pologne

Chaque semaine, la «Tribune de Genève» publie un point de vue sur l'actualité signé par un editorialiste européen, dans le cadre de notre alliance LENA avec sept grands journaux du continent: «El País», «La Repubblica», «Le Figaro», «Le Soir», «Die Welt», la «Gazeta Wyborcza» et le «Tages-Anzeiger».

Tout a été compté au centime près. Depuis 2004, l'Union européenne a décaissé 181 milliards d'euros au profit de la Pologne. À titre de contribution, nous avons payé 56 milliards. Soit un solde de 125 milliards d'euros. Aucun des nouveaux États membres de l'Union n'a reçu un soutien aussi massif que la Pologne. Au cours des sept prochaines années, l'UE devrait nous transférer sous diverses formes, de son budget et du fonds européen pour la reconstruction postpandémie, une enveloppe atteignant 160 milliards d'euros.



**Bartosz T. Wielinski**  
Rédacteur en chef adjoint de la «Gazeta Wyborcza»

Cette somme phénoménale est principalement venue combler le fossé qui existait entre mon pays et l'Occident. Ceux qui se sont rendus en Pologne dans les années 90 savent de quoi je parle. Des villes maussades, des infrastructures dans un état abominable, une économie arriérée. Si quelqu'un avait affirmé à cette époque que la Pologne, après s'être libérée du joug du communisme en 1989, rejoindrait l'OTAN en l'espace de dix ans puis intégrerait l'UE, je ne l'aurais pas pris au sérieux. L'argent de l'UE a coulé à flots et la Pologne s'est transformée en un vaste chantier. Je me souviens de mes voyages en Allemagne au début du XXI<sup>e</sup> siècle et à la fin de sa première décennie. Les différences entre la Pologne de l'Ouest et l'ex-RDA se sont très vite effacées, bien que les Allemands aient injecté dans l'économie de l'est du pays des sommes largement supérieures à ce que l'UE a versé à la Pologne. Lorsque j'ai pénétré dans de petites villes de l'ex-RDA, j'ai généralement eu l'impression que la transition se déroulait mieux et plus vite dans mon pays. L'argent de l'Union n'était pas de la charité. Il formait en partie une compensation à la suite des injustices historiques. La Pologne a été la première victime du III<sup>e</sup> Reich, les soldats polonais ont combattu sur nombre de ses fronts mais après la guerre, l'Ouest nous a abandonnés sans regret à Staline. La Pologne est devenue un État satellite de l'URSS, elle n'a pas pu bénéficier du plan Marshall, sa participation au projet d'une Europe unie était exclue. En outre, toute l'Europe a tiré profit des transformations de la Pologne moderne. Les au-

toroutes construites sur notre territoire ont facilité les échanges avec l'Est, sur les nouvelles routes roulent des camions qui approvisionnent les usines allemandes en pièces automobiles issues des usines polonaises, les aéroports des stations balnéaires grecques ou espagnoles ont reçu des avions remplis de touristes polonais. Les infrastructures ont été construites par des entreprises occidentales, avec des équipements occidentaux, utilisant les technologies occidentales. Une grande partie de l'argent investi par l'Union en Pologne est revenue à l'Ouest. La Pologne s'est transformée, mais de manière inégale: à distance des grandes métropoles, la transformation est à peine perceptible. Cette inégalité a induit un sentiment d'injustice et d'exclusion. Et, par suite, créé un terreau pour le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS) qui est arrivé au pouvoir en Pologne à l'automne 2015. Pour le PiS, l'Union n'est qu'une cagnotte. Le parti ne veut pas entendre parler du respect des règles auquel la Pologne s'est engagée en signant les traités européens. Il sape l'indépendance de la justice, la liberté des médias, et il s'en prend aujourd'hui aux organisations non gouvernementales. L'Union a toléré ces comportements pendant quatre ans, mais désormais elle menace de supprimer les fonds attribués par le nouveau budget européen en cas de violation des principes fondamentaux. Mais osera-t-elle appliquer une telle mesure? Et quelle en sera

### «Pour le PiS, l'Union n'est qu'une cagnotte»

la conséquence sur l'opinion des Polonais, jusqu'ici favorable à la Communauté? La Pologne puise donc dans les caisses de l'Union à pleines mains, et cela devrait encore durer un moment (jusqu'en 2027 selon les pronostics d'avant la pandémie) avant que la charge des pays les plus pauvres ne retombe sur nos épaules. Mais tout ne peut pas être compté en argent. La Pologne devrait s'engager davantage dans les actions de l'UE, faire avancer l'intégration européenne, soutenir la politique de défense commune, si essentielle au vu de notre position géographique. Au lieu de contribuer éminemment au développement de notre Communauté - depuis la sortie de la Grande-Bretagne, la Pologne est le cinquième plus grand État membre - nous y mettons un frein, qui se manifeste par exemple dans notre opposition à la politique climatique de l'Union. Pire encore, en prenant de plus en plus la voie de l'autoritarisme, notre pays a cessé d'être un modèle pour ceux qui aspirent à rejoindre la Communauté. En Pologne, la politique européenne est devenue l'otage des manœuvres internes du parti au pouvoir - et cela n'est pas près de changer.

LENA LEADING — EUROPEAN NEWSPAPER — ALLIANCE

## Courrier des lecteurs

### L'importance du dialogue social

#### Lettre du jour

**Genève, 18 août** Autant le préciser d'emblée: le salaire minimum proposé par l'IN 173 ne touche pas le secteur de la construction que je représente, qui offre des minima conventionnels bien supérieurs.

En revanche, ce texte nous concerne, car il vient bouleverser et fragiliser notre tradition helvétique de dialogue social.

Si le secteur de la construction peut offrir des conditions salariales et sociales attractives à ses travailleurs, c'est précisément parce qu'elles sont régulièrement négociées entre partenaires sociaux et adaptées selon ce qu'il est possible de faire en préservant l'emploi.

Ce qui est vrai pour nous l'est également pour les autres branches et c'est d'ailleurs le



plus souvent à Genève, où ce dialogue est traditionnellement vivace, que les salaires définis dans les conventions collectives de travail (CCT) sont les plus élevés.

L'initiative sur le salaire minimum vient affaiblir ce modèle.

En imposant un salaire minimum étatique unique, non négocié, elle vide de leur substance les discussions entre partenaires sociaux.

Avec leur proposition, les syndicats démontrent qu'ils ont opté pour une politisation du droit du

#### Le temps des avions en Suisse

**Genthod, 21 août** Les actuels F/A-18 suisses appartiennent déjà à autre monde, celui du passé... Bon nombre de pays se sont déjà orientés vers de nouveaux modèles et il est donc temps de faire pareil en Suisse! La durée d'utilisation de nos «bons vieux» F/A-18 ne pourra d'ailleurs dépasser 2030, sachant qu'à cette date les machines auront été poussées jusqu'à leur dernière limite.

À cette échéance, une prolongation de leur durée d'utilisation serait complètement inefficace pour la défense aérienne de la Suisse, sans parler des coûts d'entretien gigantesques que cela impliquerait en comparaison avec des avions achetés maintenant. Il est donc indispensable de voter oui à l'arrêt de planification relatif à l'acquisition d'avions de combat.

**Julien Blanc**

#### De la limitation des habitants

**Vésenaz, 23 août** Chaque être humain, comme tout le vivant, consomme des «éléments énergétiques» et rejette une quantité de «déchets». Plus il y a d'êtres humains, plus il faut de nutriments et plus il y a de déchets. En plus, l'humain a besoin de logement, de moyens de déplacement et de tout ce qui fait son environnement quotidien, ce qui entre dans le concept d'énergie grise. Or, nous savons tous que nous consommons bien plus que la planète n'est capable de produire en termes d'énergie et que plus nous sommes nombreux, plus cette différence sera marquée. Comment les partis écologistes peuvent-ils préconiser la dimi-

nution des consommations d'énergie en tous genres et en même temps ne pas souhaiter une limitation des habitants? Jusqu'où souhaitent-ils s'associer avec les promoteurs de l'économie expansionniste ultralibérale et voir augmenter la population de notre pays? Genève étouffe déjà.

Alors je vous laisse imaginer la qualité de vie lorsqu'elle comptera un million d'habitants et la Suisse 20...

**Jean-Pierre Grillet**

#### Les avions de l'armée suisse

**Coinsins, 25 août** Incroyable que le clan fermé des responsables de l'armée peut décider que 36 avions sont indispensables en cas d'une éventuelle et fantomatique agression aérienne. Travaillent-ils dans une grotte? N'ont-ils pas suivi l'évolution du XXI<sup>e</sup> siècle?

Le comble, c'est que le département s'intitule DDPS; soit Département fédéral de la défense... oh pardon, de la défense de la population et des sports. Parlons de la protection de la population. L'émission de «Mise au point» de la RST du 23 août nous montre des images inquiétantes de glaciers qui s'écroulent, de villages qui devront être évacués à cause des dangers d'avalanche. Un glaciologue explique que l'on pourrait sécuriser en construisant tunnels et barrières [...] ce qui éviterait l'abandon de ces vallées. Évidemment, c'est cher, un demi-milliard, le prix de deux avions de chasse. Votre choix: 8 milliards pour effrayer les corneilles, ou sauver nos vallées? D'autre part, il faut rappeler à l'élite dirigeante que l'ennemi est à l'intérieur du pays: drogue, violence, incivilités, précarité, suicides, cyberat-

taques, chômage des jeunes, etc.

Si le gouvernement fédéral a trop d'argent, qu'il investisse pour l'éducation, la formation, l'aide aux familles, la précarité. Voter NON à l'achat de ces avions serait démontrer que le peuple est intelligent et réaliste.

**André Bozzini**

#### Extension des pistes cyclables

**Genève, 27 août** Pourquoi les pistes se trouvent-elles aux endroits les plus critiques? Pourquoi ne pas les mettre sur des rues parallèles plutôt que de coincer tout le reste de la circulation? Par exemple, pourquoi pas l'Arquebuse ou le Général-Dufour plutôt que Georges-Favon? Sur le pont, de toute façon, beaucoup de cyclistes continuent à utiliser les trottoirs.

Premier effet pervers: sur les habitants riverains. Le boulevard des Philosophes, déjà bien pollué auparavant, est devenu irrespirable: les bouchons du boulevard Georges-Favon s'y percutent et, toute la journée, les voitures y sont immobilisées et offrent leurs particules fines aux pauvres habitants!

Autre effet pervers: maintenant les cyclistes se considèrent comme invincibles et sont de plus en plus nombreux sur les trottoirs, y circulent très vite, et sont insultants si on leur fait une remarque. Ils sont, avec les trottinettes électriques, très dangereux. J'en sais quelque chose: un cycliste m'a renversé sur un trottoir, m'a cassé le poi-

#### Écrivez-nous

**courrier@tdg.ch**, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, cp 5155, 1211 Genève 11.

travail à la française. Le faible taux de syndicalisation dans ce pays devrait déjà leur prouver qu'ils font fausse route. Ils auraient dû en être définitivement convaincus en comparant le niveau des salaires entre la Suisse et la France.

Et je passe sur le frein à l'engagement des jeunes si le salaire minimum est trop élevé ou sur le nivellement des salaires par le bas s'il devient un salaire de référence pour les travailleurs précaires, comme le SMIC français!

Mais le dogmatisme l'emporte malheureusement quelquefois sur la réalité des faits.

Faisons en sorte qu'il n'en soit pas ainsi le 27 septembre prochain, et rejetons cette initiative.

**Pierre-Alain L'Hôte**  
Président de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment - FMB

gnet et s'est enfui en me laissant par terre.

Qu'est-ce que les autorités attendent pour régulariser cela? L'unique fois où, bien annoncé à l'avance (!), il y a eu contrôle, les piétons ont eu la paix... une semaine. La «tolérance»? Parlons de celle - nulle - des cyclistes envers les piétons!

**Dominique Cirlini**

#### Les décibels de la vie

**Chêne-Bourg, 28 août** Dans un courrier des lecteurs publié le 28 août, une lectrice se plaint d'un vol tardif de la Rega, au motif qu'il aurait nui à sa santé. Alors, oui, c'est vrai, les sirènes des ambulances sont par définition bruyantes, les pompiers peuvent perturber notre sommeil au milieu de la nuit, l'hélicoptère des HUG ne passe jamais inaperçu...

Faut-il rappeler que ces engins motorisés ne circulent pas pour le plaisir mais pour sauver des vies? Leurs interventions urgentes suite à de dramatiques accidents devraient-elles être interdites afin de satisfaire les oreilles de quelques insomniaques? Ce courrier des lecteurs est indécemment. Il démontre une fois de plus aux lecteurs de la Julie l'extrémisme de certains des opposants à notre aéroport. Après les attaques répétées contre la Genève internationale et ses indispensables vols diplomatiques, contre les plus de 33'000 emplois générés par notre aéroport, dont une partie menacée aujourd'hui, contre les propositions du Conseil d'État et du Conseil fédéral pour diminuer les nuisances environnementales de notre aéroport, cette attaque contre le bruit des ambulances aériennes suffirait-elle enfin à garder raison?

**Philippe Meyer**

### Tous les blogs sont sur <http://blog.tdg.ch>

#### Fantasme

**Marc Schindler** Donald Trump a sonné le rappel de ses électeurs: «Je suis la seule chose qui se tient entre le rêve américain et l'anarchie totale». Son vice-président, Mike Pence, a enfoncé le clou: «Vous ne serez pas en sécurité dans l'Amérique de Joe Biden». «Moi ou le

chaos». C'est un grand classique des campagnes politiques. Tous les présidents y ont recouru. En 1965, le général de Gaulle, talonné par Mitterrand: «Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonction, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré». [...] L'appel au peuple souverain, la peur du gouffre, l'adver-

saire diabolisé, ça marche souvent. Les électeurs choisissent le canas-son en tête de la course plutôt que l'outsider. Pas forcément le meilleur, mais celui qui, espèrent-ils, pourra les sortir du marasme. L'Amérique affronte l'une des pires crises de son histoire: des millions d'Américains ont perdu leur job, l'épidémie de Covid-19 a tué plus

de 180'000 personnes. Le racisme de certains policiers tue chaque semaine des Noirs, provoquant des émeutes. Des milices armées, soutenues par le président, parcourent les rues pour rétablir leur ordre. Mais le président et son colistier promettent une Amérique fantasmée. [...]

**marcschindler.blog.tdg.ch**